

UNION SPECIAUX BERLIN LONDRES
ADRESSE PARIS (2°) 142, Rue Montmartre
TELEPHONE : GUTENBERG 02-57
02-69
PUBLICITE ANNONCES
142, Rue Montmartre, 142

L'Humanité

JOURNAL SOCIALISTE

Directeur Politique : JEAN JAURÈS

Le journal L'HUMANITE est vendu en Belgique 0,15
ABONNEMENTS
Sans frais dans tous les Bureaux de Poste
1 AN 6 MOIS 3 MOIS 1 MOIS
Paris et Seine-et-Oise 18 fr. 9 fr. 4 50 1 00
Départements et Colonies 21 » 10 50 5 25 1 75
Etranger Union postale 31 » 16 50 9 » 2 »

LES FINANCES ET LES TROIS ANS

Une Politique budgétaire. — Conclusions.

On corrige un déficit financier en augmentant les recettes ; on le réduit également en diminuant les dépenses.
Non qu'il faille s'attacher à des réformes plus factices que réelles, déplorer des fonctionnaires inutiles ou de menus gaspillages ; nous avons montré ce que coûtent en fait, au budget, tous ces chapitres, dont on voudrait faire les pelés et les galeux de nos finances ; ils constituent une fraction infime des dépenses publiques. Sans doute faut-il apporter dans les plus petites dépenses un souci d'économie et de régularité ; mais là n'est pas le mal ; ce n'est pas en supprimant les sous-préfets que l'on dénoue le problème financier.

Gaspillages militaires
Des incidents nombreux et répétés ne laissent malheureusement aucun doute sur le gaspillage et le coulage formidable que recouvrent les énormes chiffres des budgets de la guerre et de la marine. L'on apprend tantôt que vingt-cinq millions ont été dépensés pour l'aviation en pure perte, tantôt que dans les constructions nouvelles des poudres ou de la marine, certains travaux deviennent inutiles au lendemain de leur achèvement, etc.

Autres gaspillages
Les administrations militaires ne sont, d'ailleurs, pas les seules où l'efficacité de la dépense n'est pas assurée.
Si les postes, télégraphes et téléphones étaient gérés comme les chemins de fer de l'Etat, si l'on avait le souci des mesures susceptibles d'économiser et d'améliorer les services ; si l'imprimerie Nationale se distinguait par un effort pour répandre ses publications ou son activité ; si la Monnaie travaillait davantage (elle a rapporté, en 1912-1913, 30.000.000 contre 500.000 francs prévus en France pour 1913) le revenu net fiscal de l'Etat pourrait se trouver notablement accru.

Colonies, ports et subventions
Enfin, et surtout une politique générale moins ignorante ou moins dédaigneuse des résultats financiers pourrait obtenir des résultats considérables. Le solde net de nos dépenses coloniales ressort annuellement à 230.000.000 de francs environ, dont, il est vrai, la presque totalité va à des dépenses militaires, puisque les contributions des colonies couvrent presque toutes les dépenses civiles. Mais il est évident que si les finances des colonies étaient plus prospères, elles pourraient faire face elles-mêmes à une grande partie, sinon à l'intégralité de ces charges.

LES VERRES DE LALIQUE

L'art le plus raffiné par les matières les moins coûteuses et les techniques les plus simples

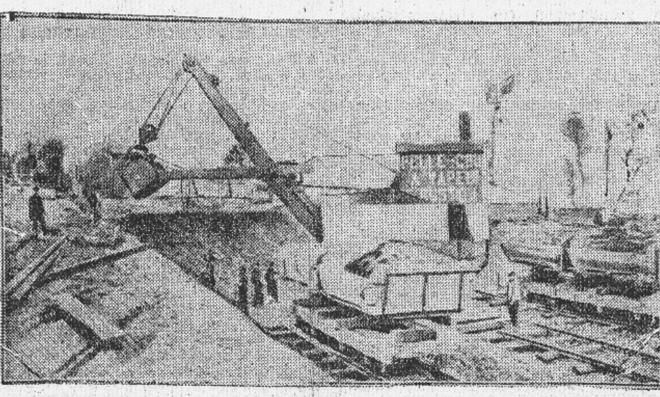
M. Lalique a réinventé le bijou. Il a voulu que la beauté du collier ou de la bague vint, non de l'étalage brutal des diamants, des perles ou des pierres, mais de l'art avec lequel ces éléments rares seraient associés et mis en valeur dans une composition originale. Il a



de ces objets somptueux et admirables, moins précieux par leurs matières que par le splendeur de son imagination.
Il travaillait ainsi pour une clientèle très raffinée, mais très riche et très restreinte lorsqu'il se vit avisé de renoncer aux gemmes précieuses, aux techniques complexes, aux feuillets, jusqu'alors, avaient paru capables de s'accorder avec sa sensibilité et son talent. Pour traduire ses intentions subtiles, il a adopté le verre ou le cristal. Il s'est emparé des procédés les plus simples, les plus dédaignés, gravure à l'acide, usage de la machine, moulage du verre. Ses productions uniques atteignaient des prix énormes. Ses créations, mécaniquement multipliées, se vendent, aujourd'hui, quelques francs. Que le goût s'en répande, elles vaudront moins encore. Il a fait des flacons pour des parfumeurs. Pourtant son art n'a pas décliné, il reste,

LES CONSÉQUENCES DE LA GRANDE INDUSTRIE

Il faut édifier en Normandie la Forteresse du Groupement ouvrier



Comment on fait une route dans la Normandie industrielle : la pelle-grue en action.

Nous avons tenté d'esquisser à grandes lignes, en des articles forcément incomplets, le bouleversement que subissent les départements normands ; la terre traditionnelle de la grosse culture devient terre de grande industrie. Sans doute la première impression est-elle une impression de regret : une campagne charmante de fraîcheur et de grâce massacrée, mutilée, couverte de ces constructions laides et pratiques que produit le « style usine », tant de paysages détruits, tant de hautes cheminées dressées là où naguère palpitait les feuillages des forêts ! Mais la réflexion force d'admettre que ce douloureux sacrifice est imposé par la civilisation : notre temps est avide de fer, le fer git en abondance dans le sous-sol normand ; faut-il le laisser sans emploi, abandonner cet élément de progrès, cette source de bien-être par amour des sites agréables ? Nul n'oserait l'affirmer. Et si charmantes que soient prairies et vallons normands, on ne peut refuser de constater qu'en trente ans la population du Calvados a diminué de 60.000 habitants ; que la proportion des déçus, en une année, atteint dans ce département le chiffre effrayant de 230 pour 10.000 habitants, alors que la moyenne oscille ailleurs entre 140 et 150 ; que, de tous les départements français, c'est dans le Calvados, rongé d'alcoolisme, que l'on meurt le plus ! Alors, si l'installation de la grande industrie en cette région permet d'espérer la transformation des conditions de la vie, si elle permet d'espérer l'assimilation à la population autochtone d'une population ouvrière saine et vigoureuse, si, avec l'augmentation du bien-être matériel, se manifeste une amélioration de la santé physique et morale ; si les travailleurs aujourd'hui presque totalement inorganisés et livrés au bon plaisir de leurs employeurs — trouvent dans l'agglomération en masse nombreuse la possibilité de se réunir enfin pour leur défense, pour leur éducation, pour leur préparation aux destins que l'avenir leur réserve, il s'ensuivra de moins regretter l'éclatement des cheminées d'usines sur l'horizon des champs repeuplés !

L'indispensable organisation
Mais il importe — et c'est notre tâche à nous, socialistes et syndicalistes — de ne pas abandonner cette région aux hommes d'affaires qui ne voient dans les ouvriers que la main-d'œuvre, élément d'exploitation considéré comme la matière première ou la force motrice, matériel indispensable que l'on essaie d'obtenir aux conditions les meilleures et dont on s'efforce de tirer, comme du coke ou de la vapeur, le maximum de « rendement ». Ne nous indignons point : ces hommes font des affaires et non de la sentimentalité. Mais organisons la défense ouvrière par le groupement.

Des maintenant, la plupart des travailleurs sentent la nécessité de cette union qui, seule, peut opposer une force à la force immense des capitalistes internationaux, maîtres du bassin. Dans les villages miniers qui ne voient dans les ouvriers que la main-d'œuvre, élément d'exploitation considéré comme la matière première ou la force motrice, matériel indispensable que l'on essaie d'obtenir aux conditions les meilleures et dont on s'efforce de tirer, comme du coke ou de la vapeur, le maximum de « rendement ». Ne nous indignons point : ces hommes font des affaires et non de la sentimentalité. Mais organisons la défense ouvrière par le groupement.

De nombreux ouvriers sont inscrits déjà sur les contrôles du bâtiment de Caen, mais la Fédération du sous-sol est mieux qualifiée que celle de la bâtisse pour exercer sa propagande parmi les mineurs. La Bourse du travail de Caen se livre courageusement à la tâche d'organisation. Mais ses ressources sont des plus modestes, elle ne dispose que de propagandistes peu nombreux et de locaux restreints. La transformation s'est effectuée si vite ! La Bourse de Caen, heureusement, recevra un renfort appréciable de la Seine vient d'affecter la somme de cinq mille francs à l'entretien d'un permanent, pour organiser des sections d'installes sur l'étendue du réseau de l'Etat. Mais aura-t-il le pouvoir pour grouper les mineurs et concentrera-t-il son effort sur les départements du Calvados, de l'Orne et de la Manche ? La besogne ne lui ferait pas défaut sur ces seuls points du réseau !

Logements et cantines
La question du logement et de la nourriture des ouvriers doit inquiéter aussi tous ceux qui intéressent la défense et l'organisation des travailleurs. Nous avons l'impression que toute propagande s'exercerait actuellement avec facilité. Mais quand, débarrassés des lourds soucis de l'installation, les industriels logent leurs ouvriers et les nourrissent peut-être en des cantines spéciales ou par l'intermédiaire d'économats plus ou moins déguisés, l'effort d'organisation sera-t-il encore possible ? N'oublions pas l'étroite domination des seigneurs métallurgistes de l'Est, maintenant leurs ouvriers. « D'ici quelque temps, écrit très justement dans l'Union des Métaux le camarade Labé, l'un des secrétaires fédéraux de la

métallurgie, ce coin de la Normandie, si nous l'y prenons garde, sera devenu un fief patronal où il sera impossible de pénétrer ».
Nous avons indiqué, dans un récent article, l'intention que l'on prête à la Société des Mines et Carrières de Flamanville (Diélette) de loger et de nourrir les ouvriers. A la première revendication, à la première grève, les mineurs pourraient être privés à la fois et de nourriture et de logement. La crainte d'une telle mesure, les difficultés d'accès dans des immeubles, propriétés de la mine, suffiraient à paralyser toute propagande. Nos camarades de Cherbourg se demandent s'il ne serait pas possible, pour parer à ce danger, d'organiser des cantines coopératives : les ouvriers édifieraient eux-mêmes leurs dortoirs, achèteraient et prépareraient leur nourriture à frais communs, vivraient indépendants, chez eux. Les militants coopérateurs ont les expériences qu'il faut pour répondre à cette question.

Contre l'alcoolisme
Enfin, nous ne saurions attirer trop énergiquement l'attention sur l'urgence d'une action antialcoolique dans la région. Les mines sont éloignées des villes, la seule distraction qui s'offre aux ouvriers est le cabaret ; ils s'y rendent non par goût, mais par nécessité ; ou porter ses pas le dimanche, ou passer les heures de loisir ? Dans les cantines ? Mais on y boit, on boit partout. Ce ne sera pas un des moindres bienfaits des sections syndicales, des sections du Parti, des cercles d'études, des coopératives que d'offrir aux travailleurs, loin des assommoirs qui les intoxiquent et les dévalent, de réconfortantes distractions, des foyers de camaraderie, des cercles d'amitié fraternelle. La tâche, en ce domaine, est considérable aussi : l'alcoolisme est le véritable maître du pays. Et combien d'ouvriers devront se défendre contre lui ! Le développement industriel de la Normandie est illimité ; on prévoit la découverte de mines de houille, l'exploitation de mines d'argent ; on aurait même signalé des gisements de pétrole dans le sous-sol normand !

L.-M. BONNEFF.

Similitudes

Le Radical a eu une bonne idée : il a confronté, aligné par alignés, les récents manifestes électoraux du prétendant Victor-Napoléon et des prétendants, plus terre-à-terre de la Fédération des gauches, et il a relevé entre les deux textes des similitudes singulières et frappantes.
Comme le prince Napoléon, MM. Barthou, Briand et Millerand aspirent, du fond de leur cœur pur, à une politique de concorde nationale, de franchise et d'honnêteté.
Comme MM. Barthou, Briand et Millerand, le prince Napoléon veut en finir avec l'instabilité gouvernementale et le manque de volonté directrice qui caractérise — parait-il — le régime parlementaire.
Comme le prince Napoléon, nos fédérés de gauche, républicains gauchis, se proposent pour l'ordre, la discipline et la sécurité : « Il faut garantir aux grandes entreprises commerciales, industrielles et financières la sécurité du lendemain », s'écrie l'impérial rejeton ; « Les citoyens s'engagent leur fortune et leur responsabilité dans les entreprises que s'ils ont confiance dans la sécurité du lendemain », s'exclament les seconds.
Qu'en termes concordants ces choses-là sont dites !
Comme les fédérés, le prince Napoléon veut qu'on rassure les intérêts au lieu de les alarmer ; il est, par conséquent, contre « les taxes oppressives et vexatoires », contre l'inquisition des fortunes ; il demande qu'on respecte le secret des affaires et la pudeur des coffre-forts.
Comme le prince Napoléon, nos braves fédérés sont pour la loi de trois ans, pour l'armée de caserne, pour l'armée de métier. « Dans les circonstances actuelles, dit le premier, seul le retour au service de trois ans pouvait, assurer la grandeur de la France ». « En l'état actuel des choses, disent les seconds, l'application loyale et intégrale de la loi de trois ans s'impose à notre pays ».
Prétendants de Paris, prétendants de Bruxelles ne se sont pas concertés. Ils parlent un même langage parce qu'ils roulent de mêmes pensées. Entre la République de la Fédération des gauches et l'Empire pseudo-démocratique et pseudo-libéral qui nous propose l'arrière-neveu des bandits corsés, il n'y a pas différence de principes ; il n'y a que différence de vocabulaire. Le suffrage universel ne le leur enverra pas dire !

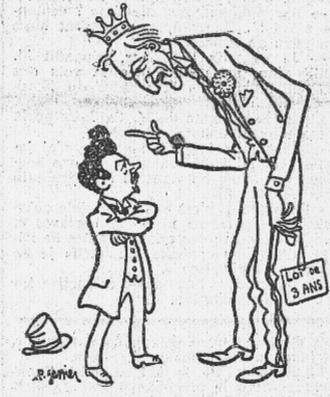
M. Henri GALLI

Nombre de nos abonnés à ce jour : 12.971

DANS LES CIRCONSCRIPTIONS PARISIENNES

La lutte de deux « députés sortants » M. Painlevé contre M. de Montebello

Nous voici sur la butte de la patronne de Paris.
C'est ici que régna Auffray, mais bien peu de temps. C'est lui que Jaurès marqua d'un mot terriblement sévère et indélébile : « le triste et répugnant Jésuite ».
Il avait, paraît-il, le plus vif désir de tenter la chance cette fois, mais les deux conseillers municipaux réactionnaires de la première circonscription sont jeunes : ils veulent réserver l'avenir.
Non sans peine, après avoir en vain sollicité des généraux en retraite, d'anciens ministres, ils réussirent à écarter le compromettant Auffray en repêchant un homme auquel le suffrage universel de la Marne allait donner des loisirs.
C'est donc à un descendant de la noblesse d'empire qu'est confiée la mission de sauver la France au 5° arrondissement.



MM. PAINLEVÉ et de MONTEBELLO

Et M. Lannes de Montebello, qui paraît ne pas s'être aperçu qu'il a changé de circonscription, s'intitule tout modestement député sortant.
M. Painlevé, le vrai député sortant, porte aux « trois masques ». M. Lannes et ses deux acolytes conseillers municipaux, de très rudes coups.
Il rappelle que le président de la Commission de l'armée est un des rares députés qui se soit opposé au vote de la loi réduisant la durée de la journée de travail dans l'industrie à dix heures ; à la limitation de la durée du travail dans les mines et enfin à l'abaissement à 60 ans de l'âge auquel les travailleurs peuvent bénéficier d'une maigre retraite dite « ouvrière ».

Mais M. Painlevé, lui aussi, n'est pas très net sur la plupart des questions qui passionnent le pays.
Il use, il équivoque quand on lui parle de la R. P. ou de la loi de trois ans.
Aussi, notre excellent camarade Fabrice Albertin, avocat à la Cour, a-t-il la partie belle pour dénoncer l'hypocrisie des réactionnaires ayant l'impudence de demander la séparation de la politique et de la finance et n'exigeant pas de leur candidat tiré et couronné qu'il quitte les nombreux conseils d'administration de sociétés où il fait ses affaires.



ALBERTIN

Il souligne aussi l'ambiguïté de l'attitude de M. Painlevé et de ses soutiens.
Albertin obtient dans les nombreuses réunions qu'il a organisées un vif et légitime succès. Son éloquence claire, précise et documentée lui conquiert chaque jour de nouvelles et chaudes sympathies.

Dans la 2° circonscription, le député sortant est le radical trotskiste Desplas, qui sentit passer le vent de la défaite en 1910 et ne dut son salut qu'à l'appoint des voix socialistes.

Mais il a complètement oublié ce léger détail.
Les réactionnaires purs lui opposent un candidat, M. Nast ; mais pourquoi abandonneraient-ils M. Desplas, qui fait si bien leurs affaires ?

Un républicain socialiste, M. Chardin, recueillera peut-être quelques voix, mais la campagne partit, les travailleurs, les républicains dignes de ce nom, feront bloc sur le citoyen Grenier, qui mène une campagne active, vigoureuse et nette contre la réaction hypocrite ou avouée.



GRENIER

IV° Arrondissement

Ce bienheureux arrondissement a, tour à tour, un ou deux représentants.
Cette année, la population qui l'habite ayant dépassé le chiffre de cent mille, il retrouve les deux députés qu'il avait avant le renouvellement de 1910.
C'est une situation moins critique que lorsqu'il s'agit de faire disparaître un des deux élus sortants. C'est ce qui se passera sans doute dans quatre ans si le chiffre de la population diminue à nouveau, comme c'est probable. A ce moment nous assisterons à un spectacle ne manquant pas de piquant.
Mais n'anticipons pas.
M. Failliot, député sortant, dont Waldeck-Rousseau fit la fortune politique en 1902 de ses fonctions de maire du IV°, se réserve la première circonscription.
Comme d'habitude, il se présente sous les auspices d'un « comité socialiste anticollectiviste ».
Certains motifs hurlent d'être accueillis ainsi. Mais M. Failliot n'en a cure.
Il veut, lui, gros industriel, des salaires rémunérateurs pour les ouvriers et... de bons bénéfices pour ceux qui les exploitent.
Le citoyen Jean Erlich, avocat à la Cour, poursuit une énergique campagne de réunions publiques.
Etant seul à combattre pour la République, il est assuré de recueillir un nombre imposant de suffrages.
Dans la deuxième circonscription, le citoyen Auguste Martin, mène le bon combat contre l'apaisé Gall, qui ne se proclame plus lieutenant de Dégroulède et membre actif de la Ligue des Patriotes, mais tout bonnement et plus modestement républicain démocrate.
C'est plus discret et moins compromettant.
Comme son collègue Dausset, il a rejoint l'Alliance républicaine démocratique de



ERLICH

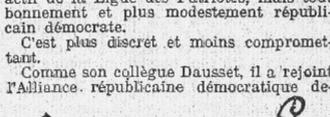
sortant, membre de l'Institut, M. Charles Benoist revient à ses premières amours, la première circonscription.
On lit sur une large affiche la phrase suivante : « Il suffit à un ministre de siffler pour que de hauts magistrats accourent et qu'on les voie dans toutes les postures, sauf debout ».
Inutile de regarder la signature, pensez-vous ; c'est le candidat révolutionnaire qui parle ainsi.
Point du tout ! C'est le très conservateur député sortant, M. Charles Benoist.
Malgré ces incartades de langage, il est assez probable qu'il sera réélu, bien qu'il soit combattu par un républicain de gauche, M. Leconte.
Notre ami Lepage, conseiller municipal de Pierrefitte, groupera sur son nom les bulletins des travailleurs très nombreux, surtout dans le quartier de la Monnaie.
Dans l'autre circonscription, M. Prache, qui s'était reposé pendant quatre ans, a eu des velléités très fortes de solliciter le renouvellement d'un mandat interrompu par le bonapartisme du Gers, est taquiné par le désir de rentrer au Palais-Bourbon, bien qu'il ait proclamé bien haut que l'air en était irrespirable.
Et ce diable de petit homme a mis en déroute, sans combat, les progressistes et cléricaux timorés.
Les conseillers Deville et Duval-Arnould se sont ralliés timidement à la candidature Lasies, sans doute parce qu'ils ont craint de voir réaliser certaines menaces.
Notre camarade Jean Rey, ouvrier syndiqué, poursuit la tâche ardue de porter la bonne parole dans cette circonscription ultraréactionnaire.



M. CH. BENOIST



MARTIN



M. Henri GALLI

mais que le poincarisme fait sentir ses bienfaits.
Les radicaux, qui se mordent les doigts d'avoir permis au nationalisme plus ou moins avoué de s'installer au maître de la citadelle d'extrême gauche, qu'était le 4° arrondissement, sont complètement désarmés et désorganisés.

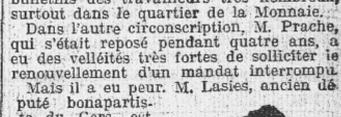
VI° Arrondissement

Trois cent quatre-vingt-dix-neuf habitants de plus que cent mille et l'arrondissement retrouve son deuxième député.
M. Charles Benoist revient à ses premières amours, la première circonscription.
On lit sur une large affiche la phrase suivante : « Il suffit à un ministre de siffler pour que de hauts magistrats accourent et qu'on les voie dans toutes les postures, sauf debout ».
Inutile de regarder la signature, pensez-vous ; c'est le candidat révolutionnaire qui parle ainsi.
Point du tout ! C'est le très conservateur député sortant, M. Charles Benoist.
Malgré ces incartades de langage, il est assez probable qu'il sera réélu, bien qu'il soit combattu par un républicain de gauche, M. Leconte.
Notre ami Lepage, conseiller municipal de Pierrefitte, groupera sur son nom les bulletins des travailleurs très nombreux, surtout dans le quartier de la Monnaie.
Dans l'autre circonscription, M. Prache, qui s'était reposé pendant quatre ans, a eu des velléités très fortes de solliciter le renouvellement d'un mandat interrompu par le bonapartisme du Gers, est taquiné par le désir de rentrer au Palais-Bourbon, bien qu'il ait proclamé bien haut que l'air en était irrespirable.
Et ce diable de petit homme a mis en déroute, sans combat, les progressistes et cléricaux timorés.
Les conseillers Deville et Duval-Arnould se sont ralliés timidement à la candidature Lasies, sans doute parce qu'ils ont craint de voir réaliser certaines menaces.
Notre camarade Jean Rey, ouvrier syndiqué, poursuit la tâche ardue de porter la bonne parole dans cette circonscription ultraréactionnaire.



M. CH. BENOIST

Et ce diable de petit homme a mis en déroute, sans combat, les progressistes et cléricaux timorés.
Les conseillers Deville et Duval-Arnould se sont ralliés timidement à la candidature Lasies, sans doute parce qu'ils ont craint de voir réaliser certaines menaces.
Notre camarade Jean Rey, ouvrier syndiqué, poursuit la tâche ardue de porter la bonne parole dans cette circonscription ultraréactionnaire.



M. LASIES



M. Henri GALLI



M. Henri GALLI

Pour la Campagne électorale
VIENNENT DE PARAÎTRE :
L'ACTION SOCIALISTE AU PARLEMENT
Par A. DUNOIS
LE SOCIALISME, C'EST LA PAIX
Par L. DUBREUIL
Chaque brochure franco 0,15 ; d'un ou des deux titres : par 2 franco 0,25 ; par 10 franco 1,15 ; par 50 franco 3 fr. ; par 100 franco 5 fr. ; par 500 franco 25 fr. 50.
Adresser lettres et fonds à la Librairie du Parti socialiste, 142, Rue Montmartre.